

PR. TOUZEIL-DIVINA Mathieu

Né le 02 novembre 1976

**Professeur des Universités
– section droit public – à l'Université Toulouse 1 Capitole**

Membre de l'Institut Maurice HAURIU (EA 4657)
Directeur de l'axe « Transformation(s) du Service Public » (EA 4657)

Ancien Directeur du laboratoire THEMIS-UM (EA 4333)
Ancien Directeur (Le Mans) de l'Ecole doctorale COUVRAT (ED 88)

Docteur en droit public de l'Université Paris II Panthéon Assas
Lauréat de l'Institut de France

Président du COLLECTIF L'UNITE DU DROIT (CLUD)

Fondateur du LABORATOIRE MEDITERRANEEN DE DROIT PUBLIC (LM-DP)

Refondateur du JOURNAL DU DROIT ADMINISTRATIF (JDA)



Domaines de spécialités scientifiques au sein de la section 02 (droit public) :	Droit et contentieux administratif (service public) ; histoire du droit public ; droit des fonctions publiques ; droit parlementaire ; droit public comparé.
---	--

FORMATION, TITRES, CARRIERE & DIPLOMES :

- 2016 :** Choisi comme **directeur** de l'un des **axes** de l'Institut Maurice HAURIU (EA 4657) : « **Transformation(s) du Service Public** »
- 2015 :** (novembre) (re) fondation / création du **Journal du Droit Administratif (JDA)**.
- 2015 :** (septembre) Après réussite à concours, **mutation** à l'Université de **Toulouse 1 Capitole**.
- 2014 :** Réélu **directeur du laboratoire** juridique THEMIS-UM (EA 4333) de l'Université du Maine (mandat 2014 / 2015 suite à mutation à l'Université de Toulouse 1).
- 2014 :** **Expert** près l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (HCERES ex **AERES**).
- 2013 :** Titulaire de la **Prime d'Excellence Scientifique** (PES renommée PEDR pour 2013 / 2017).
- 2013 :** Nommé **Co-directeur du master II** « juriste de droit public » de l'Université du Maine (2013-2015).
- 2012 :** Directeur du **Laboratoire Méditerranéen de Droit Public** (réseau juridique international).
- 2012 :** Elu membre du **Conseil scientifique** (Commission Recherche) de l'Université du Maine (2012 / 2015).
- 2011 :** Elu **suppléant** (2011 / 2013) puis **titulaire** (2013-2015) au **Conseil National des Universités** (sec. 02).
- 2011 :** Elu **directeur du laboratoire** juridique THEMIS-UM (EA 4333) de l'Université du Maine (2011 / 2014).
- 2011 :** Elu **Président** de la **section 02** (droit public) de l'Université du Maine (2011-2015).
- 2010 :** Elu **directeur** pour le site du Mans de l'**Ecole doctorale** Pierre COUVRAT (ED 88) des Universités de Poitiers, La Rochelle, Angers, Limoges & Le Mans (2010 / 2013).

- 2010** : Elu **membre élu du Conseil d'administration de l'UFR** « Droit, sciences économiques et de gestion » de l'Université du Maine (mandat 2010 / 2013).
- 2010** : Nommé **professeur agrégé de droit public** (premier concours d'agrégation externe) en poste à l'Université du Maine.
- 2008** : Nommé **maître de conférences** (02) à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense (2008-2010).
- 2008** : **Lauréat du Grand Prix CARDAHI de l'Académie des sciences morales et politiques (Institut de France)**.
- 2007** : **Docteur en droit de l'Université Paris II Panthéon Assas** (thèse de droit public).
Thèse : « *Le doyen FOUCAULT (1799-1860), un père du droit administratif moderne* »
Mention « Très honorable & Félicitations du jury » (à l'unanimité).
Directeur : M. le professeur Jean-Jacques BIENVENU (Paris II Panthéon Assas)
Président du jury : M. le professeur Yves GAUDEMET (Paris II Panthéon Assas)
Rapporteurs : Mme le professeur Jacqueline MONTAIN-DOMENACH (Paris Ouest)
et M. le professeur Jean-Louis MESTRE (Aix Marseille III)
Suffragants : MM. les professeurs Eric GOJOSO (Poitiers), Gilles J. GUGLIELMI (Paris II), Jean-François LACHAUME (Poitiers) et Michel VERPEAUX (Paris I).
- 2005** : **ATER** de droit public (Université Paris X Nanterre).
- 2003** : **ATER** de droit public (Université de Poitiers).
- 1999** : Diplôme d'Etudes Approfondies (**DEA**) droit public interne (Paris II Panthéon Assas).
- 1998** : **Maîtrise** en droit public (Université Paris X Nanterre).
- 1994** : **Baccalauréat** (série C – mathématiques) (Académie de Caen).

RAYONNEMENT NATIONAL & INTERNATIONAL :

- **Membre élu du Conseil National des Universités**
(section 02 – CNU ; 2011-2015), **expert AERES** (2014)
- **Prix & distinction**
Titulaire d'une **prime d'excellence scientifique** (PEDR 2013-2017)
& **Lauréat de l'Institut de France** (ASMP - 2008).
- **Réseaux de recherche & revues**

Membre actuel ou ancien de plusieurs réseaux de recherches (**AFDA / AFDC / SHFD**). **Fondateur** du COLLECTIF L'UNITE DU DROIT et du LABORATOIRE MEDITERRANEEN DE DROIT PUBLIC. Depuis 2014, membre du comité de rédaction de la **revue Droits** (dir. Pr. RIALS) et collaborateur à la **revue Constitutions** comme référent des pays méditerranéens. Rédacteur hebdomadaire de la chronique « **Au Conseil d'Etat** » de la revue **Semaine Juridique Administration (JCP A)**.

- **Rayonnement international**

A l'étranger, depuis 2008 (en Espagne, notamment) mais surtout depuis 2012, dans le cadre du réseau LM-DP précité, j'ai été conduit à me rendre au moins trois fois par an dans des pays du bassin méditerranéen (particulièrement Croatie, Espagne, Grèce, Italie, Liban, Maroc, Slovaquie & Tunisie ces dernières années) et j'ai à plusieurs reprises (surtout à Athènes (Grèce - EPLD), Madrid (Espagne – Universidad Carlos III), Naples (Italie – Seconda Università di Napoli), Rabat (Maroc – Université Mohammed V) & Tunis (Tunisie – Université El Manar)) été invité à y prononcer des conférences ou à y donner des cours magistraux dans le cadre d'échanges académiques & juridictionnels (particulièrement en 2016-2017 avec différents Conseils d'Etat de méditerranée).

ANIMATION SCIENTIFIQUE :

• **Responsabilités scientifiques :**

Actuellement directeur de l'axe de recherche(s) « Transformation(s) du Service Public » au sein de l'Institut Maurice HAURIOU (EA 4657). Plusieurs projets sont en cours.

(Re) **fondateur / directeur du *Journal du Droit Administratif*** (en ligne).

Co-directeur puis directeur d'une équipe d'accueil (EA 4333) (2011-2015) : le laboratoire juridique THEMIS-UM regroupant les enseignants-chercheurs de l'Université du Maine (sections 01, 02 et 03 ; une trentaine d'enseignants-chercheurs inscrits) et membre de droit de son conseil de laboratoire (ainsi que de l'Ecole doctorale). Au THEMIS-UM, **direction de l'axe « hybridation des normes et des systèmes normatifs »** de 2011 à 2015.

Direction pour l'Université du Maine de l'**Ecole doctorale** juridique (ED 88) de 2010 à 2013.

• **En matière éditoriale et associative :**

Après avoir été (2007) directeur d'une collection à la LGDJ, j'ai fondé **quatre collections** diffusées par les Editions **LEXTENSO** (*L'Unité du Droit / Histoire du Droit / Académique & Revue Méditerranéenne de Droit Public*), j'ai mis en place des comités éditoriaux afin de garantir une production impartiale et d'un haut niveau scientifique. Près d'une vingtaine d'ouvrages ont déjà été publiés (ou sont en cours de publication) sous ce cadre. Actuel **président du Collectif L'Unité du Droit**, association fondée en 2004 (une centaine de membres), je suis également à l'origine de la création d'un réseau international de chercheurs : le **Laboratoire Méditerranéen de Droit Public** (fondé en mars 2012 à l'Institut de France et comprenant à ce jour plus de 250 juristes partenaires inscrits).

• **Organisation de colloques, conférences, journées d'étude**

Comme organisateur principal, j'ai mis en œuvre depuis 2007 15 colloques nationaux & internationaux, 20 conférences & séminaires de travail et 07 journées d'études. Parmi ces événements, me semblent être les plus importants et caractéristiques :

- la direction scientifique, coordination & mes contributions (orales et écrites) aux recherches du projet « **Droit(s) du travail & des fonctions publiques : Unité(s) du Droit ?** » qui comprend de nombreuses manifestations :

- deux jours de colloques à l'Université Paris Ouest (oct. 2010) ; ouvrage (actes) (Lextenso 2012) - une 3^{ème} journée de colloque (29 mars 2012 – Inset / cnfpt) ; publication revue Lamy - RIct) - une 4^{ème} journée de colloque dans le cycle des Conférences LEVASSEUR (2012 ; Le Mans) – une 5^{ème} journée de colloque prévue à l'IPAG de Nanterre (2016).

- ma participation & soutien à l'organisation (matérielle & scientifique) du projet :

« **Plagiat de la recherche** ». Création, gestion puis alimentation du site Internet (www.plagiat-recherche.fr) dédié (2011-2015). Contribution au colloque (20-21 octobre 2011, Paris) ainsi qu'aux actes qui en furent issus.

- ma coordination, organisation et codirection scientifique, avec le pr. KOUBI, d'un programme de recherches consacré à la confrontation des mondes lyrique et juridique : « **Droit & Opéra** » (plusieurs colloques & « actes » depuis 2007).

- la création / organisation, au Mans de cinq éditions des « **24 heures du Droit** » :

en collaboration avec les institutions locales & universitaires (en décembre 2011, avril(s) 2013, 2014, 2015 et 2016). Chaque édition comprend trois temps : un colloque, un jeu interuniversitaire destiné à faire réviser le Droit dans toutes ses branches juridiques (14 équipes en lice de toute la France en 2015) et un gala. Ont parrainé les premières « 24 heures du Droit » : MM. Robert BADINTER, Philippe BILGER, Guy CARCASSONNE, Jean-Louis DEBRE & COSTA-GAVRAS.

- la création, l'organisation (matérielle et scientifique) d'un cycle de quinze **conférences dites René LEVASSEUR** (en partenariat avec les éditions Lexis-Nexis & l'Ecole doctorale) sur des thèmes aussi variés que : I - « Qui fait la Loi ? » ; 18 mars 2011 ; actes partiellement publiés - II - « Tous Fichés ? » ; 22 avril 2011 ; actes partiellement publiés - III - « A quoi sert le Droit ? » ; 14 octobre 2011 + débat sur l'enseignement du droit IV - « Séries Télé. & idées politiques » ; 16 décembre 2011 (1^{ère} journée des « 24 heures ») - V - « La mort de la fonction publique ? » ; 30 mars 2012 - VI - « Communications électroniques »

; 01 juin 2012 (actes publiés) - VII - « Droits des femmes & révolutions arabes » ; 29 juin 2012 (actes publiés) - VIII - « Nouvelles Universités, Nouveau service public ? » ; 19 octobre 2012 - IX – « Interférences juridiques des antennes relais » ; 07 décembre 2012 - X à XIV : Série de conférences (2013) relatives aux droits du contentieux avec la participation de Ph. BILGER – et colloques des 24 h (2013 et 2014) (« Le Parlement aux écrans » et « Droit(s) du football ») –XV : dernière conférence LEVASSEUR sous la présidence de Mme la Garde des Sceaux, Christiane TAUBIRA ; « des abolitions des esclavages » (avril 2014).

- ma co-organisation et codirection scientifique d'un programme de recherches consacré à l'étude de la mort et des phénomènes funéraires sous leurs angles juridiques : « **Les nouveaux droits de la Mort** » (plusieurs conférences, publication d'un *Traité* de référence avec cinquante contributions (2014) ; colloque de restitution dudit *Traité* (novembre 2014, Université du Maine), autres travaux en cours).

- ma création puis direction du **Laboratoire Méditerranéen de Droit Public (LM-DP)** en mars 2012 à l'Institut de France. Création suivie de plusieurs conférences, colloques (entre 2012 à nos jours), de la gestion d'un site Internet ainsi que d'une *Revue* dédiée (Editions Lextenso) : la *Revue Méditerranéenne de Droit Public*.

ACTIONS ADMINISTRATIVES & PEDAGOGIQUES :

- **Responsable** (2010) à l'Université du Maine du « plan Licence » à destination des étudiants de **1^{ère} année**
- Ancien Co-directeur du **Master II – juriste de droit public** de l'Université du Maine (2013-2015)
- **Membre** (et parfois **président**) de plusieurs **comités de sélection & de recrutement** (dans les Universités du Maine, de Toulouse, de Paris V, de Rennes II, etc.) principalement en droit public et en histoire du Droit
- Mes **principaux enseignements (En France & à l'étranger ; CM)** sont ou ont été pendant ma carrière :
 - En droit administratif (y compris des biens) & des services publics (Licences & Masters)
 - En contentieux administratif & droit des fonctions publiques (Licences & Masters)
 - En droits constitutionnel et parlementaire (Licences & Masters)
 - En droit comparé (Masters)
 - En histoire des idées politiques & de la doctrine (Masters)
 - A propos des droits de la Mort & de la bioéthique (Masters).

PRESENTATION DES THEMATIQUES DE RECHERCHE :

Le profil d'enseignant-chercheur qui est le mien est celui d'un **universitaire généraliste**. J'ai ainsi souhaité diversifier mes objets d'étude(s) tout en les réunissant autour d'une dynamique fédératrice : celle de l'**Unité du / des droit(s)**. C'est à partir de cette notion que j'ai désiré, par exemple, comparer le droit public positif face à son histoire (5), le droit des fonctions publiques vis-à-vis du droit du travail (4), le droit public national comparé par rapport aux droits méditerranéens (3), le droit administratif et son contentieux face aux droits privés (2) ou encore le droit parlementaire confronté à la science politique et au droit constitutionnel (1).

Après avoir fondé en 2004 le COLLECTIF L'UNITE DU DROIT, j'ai effectivement concentré la plupart de mes recherches autour de cette notion d'Unité du droit et de sa promotion. A aucun moment pour autant, ladite notion, n'a impliqué de ma part une volonté de mettre en avant une uniformité ou une unicité du ou des droits. L'unité peut tout à fait se matérialiser en diversité(s) et ce, particulièrement en droit public. J'ai par exemple été conduit à m'en expliquer dans une notice ainsi que dans l'ouvrage collectif d'introduction (initiation) au droit que j'ai eu le plaisir de diriger (**Initiation au Droit, introduction encyclopédique aux études et aux métiers juridiques** ; LGDJ ; 2011 (2nde édition 2014)). Cet ouvrage rassemble près d'une centaine de contributeurs et il a été présenté dans la presse (*Gazette du Palais* ; 5 juillet 2011 pour la 1^{ère} édition) comme « *celui qui n'existait pas* » car il ne reprend pas les canons habituels de l'Introduction au Droit.

(1). **Droit & contentieux administratifs** : le droit administratif (et son contentieux) est mon premier sujet d'études. En son sein, la notion de « **service public** » est celle qui retient plus principalement mon attention. Parmi les thèmes qui me sont chers la notion de « SPIC » (service public industriel et commercial) permet d'y éclairer (en naviguant du droit privé au droit public) les questions d'Unité du Droit. Certains services publics ont fait l'objet de recherches singulières (**l'Université, le sport (football), les pompes funèbres, l'opéra ou encore les transports ferroviaires**).

(2). **Histoire du droit public & des idées politiques** : en rejetant l'histoire « pour » l'histoire, j'ai désiré y confronter le droit public positif à celui du passé afin de les comprendre mieux. J'ai particulièrement exploré en ce sens l'histoire de l'enseignement du droit.

(3). **Droit des fonctions publiques** : mes recherches en ce domaine portent principalement (outre l'étude de questions techniques) sur les influences réciproques et confluences entre droits du travail et des fonctions publiques.

(4). **Droit public (notamment méditerranéen) comparé** : mes recherches en droit comparé sont plus récentes mais témoignent ici encore d'une volonté de questionner l'Unité du / des droits. Je signalerai parmi les travaux qui en sont issus : la fondation d'une Revue (la **Revue Méditerranéenne de Droit Public**) qui comporte déjà trois numéros publiés (**Eléments bibliographiques de droit public méditerranéen comparé** & les actes du colloque **Droits des femmes & Révolutions arabes** ; LEXTENSO ; 2013) ainsi que (2015) : « **Influences & Confluences constitutionnelles en Méditerranée** ». Ce dernier numéro contient une première étude sur Louis ROLLAND. Plusieurs ouvrages et colloques sont également en cours sur ces thématiques de droit public méditerranéen et comparé dont un colloque à Rabat les 28-29 octobre 2015 (sur **l'existence même d'un droit public méditerranéen**, préalable nécessaire aux discussions futures du Laboratoire Méditerranéen de Droit Public).

(5). **Droit constitutionnel (particulièrement droit parlementaire)** : enfin, mes recherches ont également porté sur le droit constitutionnel et particulièrement – en son sein – sur une de ses branches : le droit parlementaire. Je m'y suis alors surtout consacré à la dernière révision constitutionnelle nationale (Loi du 23 juillet 2008) présentée comme une revalorisation parlementaire ; revalorisation dont il est permis de douter. Il s'agit de l'un de mes derniers champs d'étude et j'ai également décidé de l'aborder à travers le prisme de l'Unité du droit : non seulement en soumettant le droit parlementaire national aux droits comparés (notamment méditerranéens) mais encore en refusant d'aborder les droits constitutionnel et parlementaire positifs uniquement du point de vue de la norme et de la technique juridiques mais en faisant appel à l'histoire et aux sciences politiques.

